

COMITE DE BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

SEANCE DU 7 OCTOBRE 2022

DELIBERATION N° 2022-9

AVIS SUR LE PROJET DE SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES OCCITANIE

Le comité de bassin Rhône Méditerranée, délibérant valablement,

Vu la Directive cadre sur l'eau n°2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 ;

Vu l'article L515-3 du Code de l'environnement et notamment l'obligation de compatibilité des Schémas régionaux des carrières avec les Schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;

Vu le SDAGE 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée adopté par le Comité de bassin le 18 mars 2022 et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;

Vu le projet de projet de Schéma régional des carrières de la région Occitanie et notamment les orientations objectifs et mesures sur 12 ans donnant le cadre d'implantation, d'exploitation et de remise en état des carrières en région Occitanie ;

Vu l'évaluation environnementale du projet de Schéma des carrières de la région Occitanie établie par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

Vu le rapport présenté par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie ;

SOULIGNE AVEC INTERET le fait que la consultation ait été élargie aux comités de bassin et aux commissions locales de l'eau, bien que cela ne soit pas exigé par l'article L515-3 du code de l'environnement ;

PREND ACTE de la portée du schéma régional des carrières, qui doit être compatible avec les SDAGE et SAGE, et auquel les projets de carrières et documents d'urbanisme doivent être compatibles ;

SOULIGNE la prise en compte, par le projet de schéma régional des carrières d'Occitanie, des enjeux portés par le SDAGE Rhône-Méditerranée, en particulier le classement :

- des lits mineurs des cours d'eau, des espaces de mobilité et des périmètres de protection immédiats et rapprochés des captages d'eau potable comme zones d'interdiction des projets de carrières en cohérence avec les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ;
- des aires d'alimentations des captages comme zones de sensibilité très forte, rendant l'exploitation en principe incompatible avec les objectifs de protection de la ressource en eau dans ces espaces ;

SE FELICITE que le schéma régional rappelle l'exigence de mise en œuvre de la séquence éviter-réduire-compenser en cohérence avec le SDAGE Rhône-Méditerranée, mais **REGRETTE** qu'il n'invite pas davantage à donner la priorité à l'évitement lorsque cela est possible, en particulier des impacts sur les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle et future et les zones de sauvegarde associées et **INVITE** à ce stade à réexaminer les objectifs de production pour favoriser le réemploi au regard des impératifs de sobriété en matières premières.

REGRETTE que les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau ne soient pas explicitement identifiés comme secteurs à enjeu ;

REGRETTE que le projet de schéma régional des carrières n'aborde pas davantage la question de la disponibilité de la ressource, en particulier dans les secteurs en déséquilibre quantitatif identifiés par le SDAGE, compte tenu des effets du changement climatique sur l'hydrologie des cours d'eau et les niveaux des nappes ;

ESTIME NECESSAIRE que la prise en compte des enjeux liés à l'eau se traduise dans les documents d'urbanisme (SCOT et, en leur absence, PLU ou document en tenant lieu et cartes communales) afin qu'ils ne s'opposent pas à l'atteinte des objectifs du SDAGE déclinant ceux fixés par la directive cadre sur l'eau et plus particulièrement l'objectif de non dégradation de l'état des masses d'eau ;

RAPPELLE que la réalisation des projets d'exploitation de matériaux ne doit pas conduire à dégrader l'état de masses d'eau et **DEMANDE A CE TITRE** que le projet de schéma régional des carrières indique explicitement que la réalisation des projets ne sera possible qu'à la condition que leur compatibilité avec le SDAGE et aux SAGE soit assurée au cas par cas, par l'application du principe de non dégradation et de la séquence éviter-réduire-compenser concernant les enjeux liés à l'eau à l'amont des projets ;

APPELLE les services de l'Etat à s'assurer de la compatibilité des projets d'exploitation de matériaux avec le SDAGE, et en particulier l'objectif de non dégradation de l'état des masses d'eau, dans le cadre de l'examen de la demande d'autorisation environnementale unique ;

INVITE les porteurs de projets d'exploitation de matériaux à intégrer les enjeux concernant les milieux aquatiques et la ressource en eau le plus en amont possible de la conception des projets afin d'assurer leur compatibilité avec le SDAGE et **APPELLE** à ce que les évaluations environnementales des projets permettent la bonne compréhension par tous, lors des enquêtes publiques, de la manière dont les enjeux eau ont été pris en compte, en particulier les risques de contamination bactériologiques.

EMET un avis favorable au projet de Schéma régional des carrières de la région Occitanie sous réserve de la prise en compte des éléments évoqués ci-avant.

Le Président du Comité de bassin,

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long vertical stroke at the end.

Martial SADDIER